

Madame Wilmes, Première Ministre
Madame Muylle, Ministre de l'Emploi, de
l'Economie, chargée de la Lutte contre la
Pauvreté,
Monsieur Ducarme, Ministre de
l'Intégration sociale, chargé des Grandes
Villes

Bruxelles, le 24 juillet 2020

Madame Wilmes,
Madame Muylle,
Monsieur Ducarme,

Avant tout, nous tenons à vous remercier d'avoir invité BAPN dans le cadre de vos consultations pour une relance économique suite à cette crise sanitaire sans précédent. Comme BAPN a pu vous l'exprimer à travers les deux écrits déposés et oralement à cette occasion, en effet la beaucoup trop nombreuses partie de la population qui vit dans le trop peu de tout, soit dans la pauvreté, constitue aussi une composante de l'économie. Avec une capacité trop faible de consommer pour l'absolument nécessaire, outre la spirale de l'endettement et la nécessité d'avoir recours à toutes formes d'aides diverses pour à survivre, cela conduit ces personnes et ménages à une sous-consommation dommageable pour elles avant tout, mais pour l'économie également. Tout faire pour sortir leur permettre de sortir de la pauvreté relève donc d'un intérêt collectif et économique aussi.

En fin de rencontre, vous nous avez invités à prendre contact avec les Ministres du Gouvernement et vous-même pour alimenter le travail et poursuivre la réflexion si nécessaire. C'est pourquoi nous nous permettons de vous adresser ce courrier. Son propos porte sur l'adhésion des populations vulnérables au respect des mesures sanitaires déployées dans le cadre du coronavirus. Les urgences qui se sont imposées à vous ne nous a permis de vous exprimer qu'une réponse très courte. C'est pourquoi nous nous permettons de revenir vers vous à ce sujet.

Voici les demandes que BAPN adresse au Gouvernement dans ce cadre.

1. BAPN a demandé dès le début de la crise que les masques chirurgicaux ou en tissus soient mis gratuitement à disposition au moins des populations dans la pauvreté. Nous pensons à toutes les personnes et familles allocataires sociales, émargeant à des revenus de remplacement et détentrices du statut BIM, mais aussi aux ménages en perte de revenu atteignant dramatiquement le seuil de pauvreté. Les conditions matérielles d'existence peuvent être terriblement limitées également pour certains ménages : le mal-logement, un équipement plus que limité (pas de machine à lessiver, de fer à repasser, un compteur à budget qui ne permettra pas de prioriser le fait de faire bouillir de l'eau), l'errance et la sans-abrisme, la réalité des sans-papier et des migrants en transit, mais aussi des métiers à haut risque et très faible revenu comme la prostitution. L'extension de l'obligation du port du masque pour des raisons évidentes, mais aussi sa pratique qui nous montre que selon les conditions de vie, selon les types de moyens de déplacement, etc., il faut souvent en utiliser plusieurs par jour,

démontrent à quel point ce n'est pas sans conséquence sur le portefeuille. Pour peu que certaines familles soient nombreuses, les frais sont exponentiels. Alors que la gestion de cela n'est pas évidente pour des ménages qui vivent heureusement dans l'aisance, cela devient un défi parfois insurmontable de plus pour les ménages dans la pauvreté. Si le contrôle conduit à la sanction financière pour ces derniers, cela n'ajoute que des problèmes aux problèmes financiers, outre le fait de se sentir agressé par l'Etat plutôt que soutenu face à une crise dont ils ne portent pas plus la responsabilité que d'autres. Il n'est pas simple pour les populations les plus vulnérables de se voir éventuellement pointées du doigt pour ce qui est un défi pour elles. N'oublions que le masque est un des gestes barrière, et que le recours au lavage fréquent des mains, ainsi que l'usage du gel lorsqu'on est en-dehors de chez soi, sont également des gestes barrière qui conduisent à des dépenses supplémentaires. Ne sous-estimons pas la sous-consommation d'eau dans les ménages pauvres démontrée par toutes les études scientifiques. Lorsqu'on n'a pas ce qu'il faut, toute surconsommation est automatiquement trop coûteuse. **Organiser la gratuité de l'accès aux masques chirurgicaux et en tissu (en quantité nécessaire, 1 masque gratuit par personne ne suffit pas, notre pratique le démontre) serait vécu comme un geste de reconnaissance de ces difficultés réelles. Cela contribuerait à favoriser l'adhésion en retour de cette reconnaissance de leurs difficultés réelles.**

2. Nous pensons également qu'une communication simple, sous des formes variées et adaptées, pour s'adresser de façon diversifiée aux populations de tout âge, de toutes nationalités, et parfois limitées dans leurs capacités de compréhension bien malgré elle, serait aussi de nature à aider à une adhésion. Si la communication généralisée via les grands médias télévisés est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Tous les ménages, et toutes les générations n'ont pas recours à ce type de média. La communication, tout en restant simple, ne devrait pas porter uniquement sur les règles et les sanctions, mais aussi sur ce que représente une épidémie, ce qu'est un virus, en quoi personne n'a pas en porter la responsabilité individuelle mais aussi en quoi l'engagement de tous est une condition de la réussite collective, pourquoi c'est si compliqué, pourquoi un vaccin serait nécessaire mais pourquoi il faut patienter, etc. **Pour ce faire, BAPN suggère au Gouvernement de doter quelques associations d'éducation permanente, de quartier, de travail avec les migrants, de jeunes, de lutte contre pauvreté, dans les différentes régions du pays, de moyens financiers pour créer rapidement des outils d'animation adaptés (écrits, oraux, visuels, sur les réseaux sociaux...) qui permettent de dialoguer autour de l'épidémie, pour la comprendre et pour ainsi créer une adhésion de sens et non de sanction. Outre la création de ces outils, BAPN suggère que les nombreux spécialistes et virologues qui s'expriment dans les médias et travaillent sur la question puissent être mobilisables à la demande de ces associations pour venir rencontrer des groupes particulièrement vulnérables et incrédules.** La défiance envers les gouvernements, de populations qui se sentent depuis trop longtemps abandonnées dans la pauvreté et/ou l'exclusion, préexiste à la confiance qui serait pourtant absolument nécessaire dans cette situation de crise. Cette proposition est de nature à tenter d'agir sur ce gap.
3. On le voit sur le terrain, les populations dans l'aisance investissent massivement les lieux touristiques en Belgique ou partent en voyage à l'étranger, trop souvent en dépit du respect des mesures de sécurité sanitaire élémentaires, alors que ce ne sont pas celles-ci qui ont le plus soufferts du confinement compte tenu de leurs probables bonnes conditions de logement et de vie matérielle. Celles-ci expriment pourtant la nécessité de souffler, de décompresser. Tout le monde peut le comprendre. A contrario, les populations les moins nanties, vulnérables, dans la pauvreté n'ont pas le bénéfice de cette décompression possible. Elles l'ont d'ailleurs moins encore cet été que les autres car des projets solidaires n'ont pu voir le jour, des stages coûtent plus cher, des nombres de place sont limités, etc. (exemple de l'opération des gîtes solidaires en Wallonie qui a été supprimée car les propriétaires de gîtes souhaitent rentabiliser au maximum pour rattraper les pertes durant le lockdown). **BAPN souhaite que les associations de quartier, de jeunesse, d'aide à la jeunesse, d'éducation permanente, les espaces publics numériques, soient renforcés au niveau de leurs moyens humains et financiers pour pouvoir**

se rendre davantage encore présents aux populations vulnérables principalement dans les grandes villes dans des quartiers à forte densité de population, avec des espaces verts et de loisirs réduits, dans ces quartiers où le mal-logement domine et où la population vit pauvrement. Non pas parce que ces populations sont problématiques, mais parce que leurs conditions de vie matérielle et spatiale rendent les contraintes liées à la crise sanitaire quasi insupportables. Pour ces populations aussi, la décompression, la détente, le penser à autre chose est pourtant utile, peut-être même plus indispensable que pour quiconque. Mais cela passe par des moyens collectifs à mobiliser. C'est très vite et pour de nombreux mois que ceci est à renforcer.

BAPN a la faiblesse de penser que prendre en compte ces différentes suggestions et demandes est de nature à créer de la confiance entre le(s) Gouvernement(s) et la population, à acter objectivement la reconnaissance de la pluralité de la composition de la population, à comprendre que ces populations qui vivent dans le trop peu de tout font le mieux qu'elles peuvent mais ne peuvent que peu, à agir sur la santé mentale de la population au sens large. Et surtout, il s'agit de prendre la population en considération à partir de sa réalité pour éviter une relation basée sur la sanction et donc la conflictualisation. Ceci d'autant plus que les populations vulnérables sous-consomment tout ce qui peut colporter le virus, à savoir les loisirs, les vacances, les déplacements, les achats dans divers commerces. Par contre les déterminants de la santé et le report de soin sont de nature à les rendre plus vulnérables si elles croisent le virus ou contractent la maladie.

Nous sommes conscients que cette crise est très complexe à gérer. Mais si elle devait creuser les inégalités par des mesures générales applicables à toutes et tous comme si aucunes disparités ne préexistaient dans notre société, cela creusera encore le fossé.

Si les entités fédérées sont directement concernées par les points évoqués dans ce courrier, BAPN pense qu'il serait très bienvenu que le Gouvernement fédéral puisse s'engager aussi financièrement sur les propositions 2 et 3. Celles-ci sont en effet de nature à soutenir le combat contre l'épidémie, contre un appauvrissement accru, et contribueraient à favoriser l'évitement d'un retour vers des mesures plus dures qui affecteraient alors de nouveau très fortement notamment l'économie et la santé mentale des belges.

Vous l'aurez compris, depuis le début de cette crise sanitaire, BAPN et l'ensemble des Réseaux de lutte contre la pauvreté qui le compose se sentent fortement concernés et s'impliquent à leur mesure le plus constructivement possible. C'est dans cet esprit que nous vous adressons ce courrier.

Nous restons bien sûr à votre disposition pour évoquer ces pistes et pour apporter notre contribution aux avancées souhaitables et possibles pour juguler cette crise et poursuivre la lutte contre la pauvreté.

Vous remerciant pour votre attention, nous vous adressons nos respectueuses salutations.

Guy Tordeur,
Président BAPN
guy.tordeur@bapn.be
0495/70.50.09

Caroline Van der Hoeven,
Coördinatrice BAPN
caroline.vanderhoeven@bapn.be
0474/55.96.11